

fiche  
« carrières »

A compter du 01/01/2019

Décrets n° 2017-556 et n° 2017-558 du 14/04/2017

FILIERE TECHNIQUE  
CATEGORIE A

## CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX

Décret n° 2016-200 du 26/02/2016

Décret n° 2016-202 du 26/02/2016

INGENIEUR GENERAL

(grade à accès fonctionnel)

ECHELONS	1	2	3	4	5
I.B.	1027	HEA	HEB	HEB bis	HEC
I.M.	830	-	-	-	-
Durée de carrière (12 ans)	3a	3a	3a	3a	

## TABLEAU D'AVANCEMENT (Avis de la C.A.P.)

## ➤ Conditions d'accès à la classe exceptionnelle :

• Justifier d'au moins 4 ans d'ancienneté dans le 5<sup>ème</sup> échelon du grade d'ingénieur général et exercer leurs fonctions dans les services des régions de + de 2 000 000 d'habitants, des départements de + de 900 000 habitants, des communes de + de 400 000 habitants et des établissements publics assimilés à ces collectivités dans les conditions du décret 2000-954 du 22/09/2000,

ou

• Avoir occupé, pendant au moins 2 des 5 années précédant l'établissement du tableau d'avancement, l'emploi de directeur général des services dans les régions de + de 2 000 000 d'habitants, les départements de + de 900 000 habitants, les communes de + de 400 000 habitants et les établissements publics assimilés à ces collectivités dans les conditions du décret 2000-954 du 22/09/2000.

Classe exceptionnelle	
I.B.	HED
I.M.	-

## TABLEAU D'AVANCEMENT (Avis de la C.A.P.)

## ➤ Conditions :

- I. Avoir atteint au moins le 5<sup>ème</sup> échelon du grade d'ingénieur en chef hors classe et avoir accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, **6 ans** de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :
- Emplois fonctionnels des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics administratifs et des services administratifs placés sous l'autorité du secrétaire général du Conseil d'Etat et du secrétaire général de la Cour des comptes, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEB,
  - Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article 6-1 de la loi 84-53 du 26/01/1984, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEB.

*N.B. : Pour le décompte de l'ancienneté requise, les services accomplis dans un échelon fonctionnel ou une classe fonctionnelle dotée d'un indice au moins égal à l'échelle lettre B (HEB) sont pris en compte pour le calcul des six années.*

*Les services accomplis auprès des organisations internationales intergouvernementales ou des administrations des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen sur des emplois de niveau équivalent sont également pris en compte pour le calcul des six années requises, sous réserve de l'agrément préalable du ministre chargé de la fonction publique.*

OU

- II. Avoir atteint au moins le 5<sup>ème</sup> échelon du grade d'ingénieur en chef hors classe et avoir accompli, à la date d'établissement du tableau d'avancement, **8 ans** de services en position de détachement dans un ou plusieurs des emplois suivants :
- Directeur général des services des communes de 40 000 à 80 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - Directeur général adjoint des services des régions de moins de 2 000 000 d'habitants, des départements de moins de 900 000 habitants, des communes de 150 000 à 400 000 habitants et des établissements publics assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - Directeur général des services techniques des communes de 80 000 à 150 000 habitants et des établissements publics locaux assimilés dans les conditions du décret n° 2000-954 du 22/09/2000,
  - Emplois des collectivités territoriales créés en application de l'article 6-1 de la loi 84-53 du 26/01/1984, dotés d'un indice terminal correspondant au moins à la HEA.

*N.B. : Les services accomplis dans les emplois mentionnés au I. sont pris en compte pour le calcul des 8 années requises.*

OU

- III. Les ingénieurs en chef hors classe ayant atteint le dernier échelon de leur grade lorsqu'ils ont fait preuve d'une valeur professionnelle exceptionnelle.  
Une nomination au grade d'ingénieur général au titre du III. ne peut être prononcée qu'après quatre nominations intervenues au titre du I. ou du II.

**QUOTA** : Le nombre d'ingénieurs généraux ne peut excéder 20% de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux au sein de la collectivité, considéré au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions.

Toutefois, lorsque aucune promotion n'est intervenue au sein de la collectivité au titre de trois années consécutives, une promotion peut être prononcée au titre de l'année suivante dans les conditions prévues aux I., II. et III.

INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE

Cf. Echelonnement indiciaire + Conditions d'avancement à la page suivante

**INGENIEUR GENERAL**  
(grade à accès fonctionnel)

Cf. Echelonnement indiciaire + Conditions d'avancement à la première page



**INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE**

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8
I.B.	762	842	912	977	1027	HEA	HEB	HEB bis
I.M.	628	689	743	792	830	-	-	-
Durée de carrière (16 ans 6 mois)	1a 6m	1a 6m	2a	2a	2a 6m	3a	4a	



TABLEAU D'AVANCEMENT (Avis de la C.A.P.)

➤ **Conditions :**

Satisfaisante, au plus tard au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement :

- a) de 6 ans de services effectifs accomplis dans le grade d'ingénieur en chef, en position d'activité, ou de détachement dans un autre corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A et d'au moins 1 an d'ancienneté dans le 5<sup>ème</sup> échelon de leur grade, et
- b) d'avoir occupé pendant au moins deux ans, au titre d'une période de mobilité, en position d'activité ou de détachement dans les services de l'Etat ou de ses établissements ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 09/01/1986 (FPH), ou dans une collectivité ou établissement autre que celle ou celui qui a procédé à leur recrutement dans le cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ou dans les cas prévus à l'article 2 du décret n° 86-68 du 13/01/1986 à l'exception des détachements prévus aux 10°, 11°, 12°, 15°, 16°, 20° et 21° de cet article 2 :
  - soit un emploi correspondant au grade d'ingénieur en chef,
  - soit l'un des emplois fonctionnels mentionnés à l'article 3 du décret n° 2016-200 du 26/02/2016,
  - soit un emploi créé en application de l'article 6-1 de la loi 84-53 du 26/01/1984.

Les ingénieurs en chef territoriaux ayant bénéficié, à temps complet, pendant au moins deux ans, d'une décharge d'activité de service en application de l'article 20 du décret n° 85-397 du 03/04/1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ou d'une mise à disposition auprès d'une organisation syndicale en application de l'article 21 du même décret sont réputés satisfaire à la condition mentionnée au b).

**N.B. :** Les services accomplis dans un établissement relevant de la collectivité ou de l'établissement qui a procédé au recrutement ainsi que les services accomplis dans la collectivité de rattachement ou l'un de ses établissements lorsque le recrutement a été effectué par l'un des établissements de cette collectivité ne peuvent être pris en compte.



**INGENIEUR EN CHEF**

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I.B.	461	525	574	623	665	713	782	862	912	977
I.M.	404	450	485	523	555	591	644	705	743	792
Durée de carrière (16 ans 6 mois)	1a	1a	1a 6m	1a 6m	2a	2a	2a	2a 6m	3a	



**INGENIEUR EN CHEF ELEVE**

ECHELONS	UNIQUE
I.B.	395
I.M.	359
Durée de carrière (1 an)	1a



· Concours externe,  
· Concours interne.



· Promotion interne

**Limites**

L'accès au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux est limité aux régions, départements et communes de plus de 40 000 habitants ou établissements publics assimilés.

**N.B. :** Toute nomination au grade d'avancement d'ingénieur hors classe ou à la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur général est soumise à un taux de promotion fixé par l'assemblée délibérante de chaque collectivité après avis du Comité technique compétent.